

## MARCHÉ PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

N°	
----	--

### CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES (C.C.P.)

**Acheteur Public (État) :**

**MINISTÈRE DES ARMÉES  
ET DES ANCIENS COMBATTANTS  
CASE n° 51 - AP205  
1, place Joffre  
75700 PARIS SP07**

Cahier des Clauses Particulières n° 25M0233 du 10/12/2025 établi en application  
du code de la commande publique, relatif à :

**Acquisition de circuits imprimés compatibles avec les composants BGA et µBGA**

Marché passé en appel d'offres ouvert en application de l'article L. 2124-2 et des articles  
R. 2124-2, R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique.

Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire soumis aux dispositions des articles R. 2162-  
2, R. 2162-4, R. 2162-5, R. 2162-13 et R. 2162-14, en application de l'article L. 2125-1  
du code de la commande publique.

**Imputation budgétaire :**

Référence UO : 0144.0002.DG02

**Nomenclature européenne :**

31712320-9 : « Cartes de circuits imprimés non garnies »

<b>Le présent CCP comporte vingt-deux (22) pages</b>
------------------------------------------------------

## SOMMAIRE

---

<b>ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ.....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 2 – FORME ET DURÉE DU MARCHÉ .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS .....</b>	<b>4</b>
<b>ARTICLE 4 – CONTRAINTES GÉNÉRALES.....</b>	<b>4</b>
4.1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	4
4.2 – DOCUMENTS ET DOCUMENTATION .....	5
4.3 – PROPRIÉTÉ .....	5
<b>ARTICLE 5 – CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES .....</b>	<b>5</b>
5.1 – GENERALITÉS .....	5
5.2 – TECHNOLOGIE .....	5
5.3 – SPECIFICITÉS.....	6
<b>ARTICLE 6 – DÉTAIL DE LA PRESTATION DU MARCHÉ .....</b>	<b>7</b>
6.1 – DÉROULEMENT DE LA FABRICATION DES CIRCUITS IMPRIMÉS .....	7
6.2 – LIVRABLES .....	8
<b>ARTICLE 7 – CONDITIONS D’EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE .....</b>	<b>8</b>
7.1 – EMISSION DES BONS DE COMMANDE .....	8
7.2 – RECEPTION ET ACCEPTATION DES BONS DE COMMANDE.....	9
7.3 – DELAIS D’EXECUTION DES BONS DE COMMANDE.....	9
7.4 – PROLONGATION DES DELAIS D’EXECUTION .....	9
<b>ARTICLE 8 – CONDITIONS DE LIVRAISON.....</b>	<b>10</b>
8.1 – MODALITÉS DE LIVRAISON .....	10
8.2 – LIEUX ET HORAIRES DE LIVRAISON .....	11
8.3 – EMBALLAGE.....	11
8.4 – TRANSPORT .....	11
8.5 – LIVRAISONS PARTIELLES .....	12
<b>ARTICLE 9 – OPERATIONS DE VÉRIFICATION ET ADMISSION .....</b>	<b>12</b>
9.1 – VÉRIFICATION QUANTITATIVE.....	12
9.2 – VÉRIFICATION QUALITATIVE.....	13
9.3 – DÉCISION D’ADMISSION, D’AJOURNEMENT, DE RÉFACTION OU DE REJET	13
9.4 – AUTORITES HABILITEES A SIGNER LES DECISIONS D’ADMISSION .....	13
<b>ARTICLE 10 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....</b>	<b>14</b>
10.1 – GÉNÉRALITÉS .....	14
10.2 – DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT.....	14
10.3 – DISPOSITIONS CONCERNANT LES MATÉRIELS .....	14
10.4 – GESTION DES DECHETS D’EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES (DEEE).....	14
10.5 – GESTION DES EMBALLAGES .....	14
10.6 – REMISE DE JUSTIFICATIFS A L’ADMINISTRATION .....	14
<b>ARTICLE 11 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX.....</b>	<b>15</b>
11.1 – FORME DES PRIX .....	15
11.2 – CONTENU DES PRIX .....	15
11.3 – MODALITES DE VARIATION DES PRIX.....	15
<b>ARTICLE 12 – AVANCE ET ACOMPTES.....</b>	<b>15</b>
12.1 – AVANCE.....	15
12.2 – ACOMPTES .....	16
<b>ARTICLE 13 – PAIEMENT ET ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE .....</b>	<b>16</b>
13.1 – MODE DE REGLEMENT .....	16
13.2 – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT .....	16
13.3 – EMISSION DES FACTURES .....	16

13.4 – TRANSMISSION DES FACTURES (PROCEDURE DEMATERIALISEE EXCLUSIVEMENT VIA CHORUS PRO) .....	16
<b>ARTICLE 14 – INTÉRÊTS MORATOIRES.....</b>	<b>17</b>
<b>ARTICLE 15 – PÉNALITÉS .....</b>	<b>18</b>
15.1 – PÉNALITES POUR RETARD.....	18
15.2 – EXONÉRATION – RÉSILIATION .....	18
<b>ARTICLE 16 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE .....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 17 – CLAUSE DE REEXAMEN.....</b>	<b>18</b>
<b>ARTICLE 18 – RÉSILIATION .....</b>	<b>19</b>
<b>ARTICLE 19 – MESURES DE SECURITÉ .....</b>	<b>20</b>
19.1 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ .....	20
19.2 – AUTORISATION D’ACCES SOUMISE A ENQUETE ADMINISTRATIVE .....	21
19.3 – SANCTIONS.....	21
<b>ARTICLE 20 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX .....</b>	<b>21</b>

## **ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ**

Le présent marché a pour objet l'acquisition de circuits imprimés compatibles avec les composants BGA et µBGA.

## **ARTICLE 2 – FORME ET DURÉE DU MARCHÉ**

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire soumis aux dispositions des articles R. 2162-2, R. 2162-4, R. 2162-5, R. 2162-13 et R. 2162-14, en application de l'article L. 2125-1 du code de la commande publique.

Il prend effet au jour de sa date de notification et reste en vigueur jusqu'au 31 décembre de l'année en cours. À partir du 1er janvier de l'année suivante, il peut être renouvelé par reconduction tacite pour trois (3) périodes d'une (1) année chacune et une période complémentaire, dans la limite d'une durée totale maximale de quarante-huit (48) mois.

En cas de non-reconduction, l'administration notifie sa décision par lettre recommandée avec accusé de réception, au plus tard deux (2) mois avant la fin de la période contractuelle.

Le lien contractuel subsiste après expiration du marché, pour l'exécution des prestations commandées non encore terminées et leurs garanties ainsi que les autres garanties non encore expirées.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, sans toutefois que la durée d'exécution du dernier bon de commande puisse excéder, au-delà de la fin du marché, le délai d'exécution relatif à la prestation concernée.

## **ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/FCS, le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'Acte d'Engagement (AE), ses annexes et les documents ultérieurs s'y substituant ;
- le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), dont l'exemplaire unique conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG/FCS - arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services).

## **ARTICLE 4 – CONTRAINTES GÉNÉRALES**

### **4.1 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

Le titulaire a l'obligation de réunir tous les moyens, ressources, compétences, méthodes et techniques qui permettent de satisfaire aux exigences afférentes au présent marché. Il lui appartient de se conformer à l'ensemble du marché, de conseiller l'administration durant toute sa durée et de l'avertir de toute difficulté qu'il pourrait percevoir.

Le personnel du titulaire reste sous son autorité hiérarchique et n'est pas rémunéré par l'administration.

Le titulaire est l'interlocuteur unique et direct de l'administration. Il assure la responsabilité pleine et entière pour toute l'exécution du présent marché. Il lui incombe de procéder à la bonne transmission des informations entre tous les intervenants au présent marché.

La responsabilité du titulaire est engagée sur les fournitures, leur conformité aux normes en vigueur et aux bons usages de l'état de l'art.

Il est par ailleurs rappelé que le titulaire est engagé par le respect des mesures de sécurité et l'obligation de confidentialité, décrites à l'article 19 du présent CCP.

#### **4.2 – DOCUMENTS ET DOCUMENTATION**

Tous les documents produits au titre du présent marché par le titulaire et remis à l'administration sont :

- rédigés en langue française (à proscrire strictement tous les anglicismes ou les néologismes. Dans le cas de l'emploi d'un anglicisme ou d'un néologisme est inévitable, une définition précise, complète et rédigée en français en est donnée en introduction de chaque document.) ;
- transmis, sous forme électronique PDF ou HTML imprimable ainsi que dans le format bureautique standard Open Document ou Microsoft Office.

Tous les documents sont échangés selon le protocole établi avec l'administration au lancement du marché et dans le respect des normes de sécurité en vigueur.

Le titulaire autorise explicitement la duplication des documents produits ainsi que leur diffusion pour un usage interne sur l'intranet de l'administration.

#### **4.3 – PROPRIÉTÉ**

Les documents produits pendant toute la durée du présent marché deviennent la propriété de l'administration suite à l'admission des équipements produits au présent marché.

Les fichiers de fabrications des circuits imprimés sont la propriété de l'administration. Le titulaire ne doit en aucun cas les diffuser ou les rendre publics.

### **ARTICLE 5 – CARACTÉRISTIQUES TECHNIQUES**

#### **5.1 – GENERALITÉS**

Les circuits imprimés se présentent sous différentes formes, avec des technologies variées et se déclinent en trois (3) sous-ensembles de bases :

- circuits imprimés simples et doubles faces avec détournage ;
- circuits souples (flex) ;
- circuits imprimés multicouches trous traversant avec détournage (Mouse bites ou V-cut).

Les caractéristiques générales de base qui composent les circuits imprimés se déclinent comme suit :

- en époxy FR4 haut TG ( $TG > 180^{\circ}\text{C}$ ) hormis pour les flex ;
- classe de gravure jusqu'à 10 selon la norme AFNOR 2212 ;
- épaisseur cuivre 35 $\mu\text{m}$  (ou 18 $\mu\text{m}$  si spécifié ou si couche interne);
- trou métal (ou non métallisé) ;
- finition de surface Nickel Or chimique des couches externes ;
- vernis épargne standard (du vernis épargne non standard peut être demandé) ;
- avec détournage (Mouse bites ou V cut) ;
- fabrication en panneau de « x » circuits identiques (fichiers fournis).

#### **5.2 – TECHNOLOGIE**

Plusieurs technologies peuvent être ajoutées lors de la fabrication d'un des trois sous-ensembles sus-cités. A titre d'exemple, un circuit multicouche peut être flex-rigide avec trous enterrés et trous borgnes.

Il en est de même pour la composition du circuit imprimé. En fonction de la demande de l'administration celui-ci peut être composé d'un ou plusieurs composants en suppléments suivants :

- supplément classe 7 selon la norme AFNOR 2212 et 2 niveaux de hors classe (indispensables pour multicouches avec microvias) ;
- supplément classe 8 selon la norme AFNOR 2212 et 2 niveaux de hors classe (indispensables pour multicouches avec microvias) ;
- supplément classe 9 selon la norme AFNOR 2212 et 2 niveaux de hors classe (indispensables pour multicouches avec microvias) ;
- supplément classe 10 selon la norme AFNOR 2212 et 2 niveaux de hors classe (indispensables pour multicouches avec microvias) ;
- supplément technologie microvias laser SBU (Sequential Build Up) et SSB (Semi-Sequential Build Up), diamètre mini 100µm, jusqu'à 2 niveaux (couche 1 à 2 et 2 à 3), indispensable pour les composants types BGA et µBGA ;
- supplément technologie trous enterrés et/ou trous borgnes ;
- supplément µvia bouchés cuivre par niveau ;
- supplément via ou µvia bouchage résine ;
- supplément flex-rigide, associant des matériaux souples (polyamide, kapton, etc.) avec des matériaux rigides type FR4 ;
- supplément pour sérigraphie par couche ;
- supplément vernis épargne de couleur non standard (exemple : noir, blanc, bleu, rouge) ;
- supplément pour épaisseur cuivre 70µm ;
- supplément pour épaisseur cuivre 150µm ;
- supplément pour mise en panneau de circuits imprimés différents (fichiers fournis) ;
- circuit résine téflon ou équivalent pour application hautes fréquences ( $\epsilon \approx 2.5$ ) ;
- forfait test électrique à sondes mobiles ;
- supplément clinquant (stencil) pour crème à souder (Clinquant 395 x 270 mm, épaisseurs 110µm, 130µm et 150µm, point d'ancrage, en inox, découpé au laser) ;
- forfait refabrication.

### 5.3 – SPECIFICITÉS

Pour chaque acquisition de circuits imprimés types, le titulaire doit fournir un forfait outillage et tracé optique en fonction de l'outillage utilisé (forets, fraises, etc.) et des éventuels tracés optiques réalisés lors de la fabrication des circuits imprimés.

Dès lors qu'il est utilisé, ce tracé optique définit en X et Y les coordonnées des pistes du circuit représentant les fichiers « Gerber ». En ce sens, le tracé représente les films photographiques nécessaires à la réalisation des différentes couches du circuit (couche de sérigraphie, de vernis de protection, de cuivre, etc.).

Pour chaque circuit imprimés types, l'administration fait réaliser des surfaces de six (6) dm<sup>2</sup> en moyenne (allant de 2 dm<sup>2</sup> à 20 dm<sup>2</sup>). De fait, le forfait outillage et tracé optique est également fonction du nombre de couches du circuit imprimé. Il en est de même pour le test électrique.

Dès lors que l'administration commande à nouveau un ou plusieurs circuits imprimés strictement identiques au premier :

- le forfait outillage et tracé optique ainsi que le test électrique ne sont mis en œuvre qu'une seule fois ;
- le tracé optique créé est réutilisé par le titulaire.

## ARTICLE 6 – DÉTAIL DE LA PRESTATION DU MARCHÉ

Sur notification du bon de commande correspondant émis par l'administration au fur et à mesure de ses besoins, le titulaire produit et fournit des circuits imprimés prototypes et petites séries dans les conditions de prix et de délais indiquées à l'**annexe n° 1 de l'acte d'engagement**.

### 6.1 – DÉROULEMENT DE LA FABRICATION DES CIRCUITS IMPRIMÉS

Le titulaire se conforme à la méthodologie de fabrication qui s'articule en deux (2) phases successives :

- **Phase 1. Etude de conception** (réalisée par le titulaire dans ses locaux) : cette phase permet au titulaire d'établir une proposition technique et financière détaillée ;
- **Phase 2. Fabrication** (réalisée par le titulaire dans ses locaux) : cette phase permet au titulaire de réaliser les circuits imprimés conformément aux spécifications techniques validées par l'administration à l'issue de la phase 1 matérialisée par l'émission du bon de commande correspondant.

#### ▪ **Phase 1. Etude de conception**

Préalablement à l'émission du bon de commande correspondant, l'administration émet un cahier des charges fonctionnel décrivant ses exigences de fabrication qu'elle transmet au titulaire par courriel.

Le besoin contient entre autres les éléments suivants :

- la référence du marché ;
- la désignation et la quantité de chaque circuit imprimé à fabriquer ;
- les exigences attendues (techniques, sécuritaires, etc.) ;
- le délai global d'exécution souhaité.

Le cahier des charges peut faire l'objet de modifications par le titulaire et/ou l'administration lors d'une phase préalable de concertation. Il est ensuite transmis au titulaire dans sa version définitive.

A réception du cahier des charges, le titulaire dispose de **dix (10) jours ouvrés maximum** pour établir et transmettre à titre gracieux à l'administration, pour acceptation, une proposition technique et financière détaillée correspondant et comprenant à minima :

- la référence du marché ;
- la compréhension du besoin et les spécifications techniques et fonctionnelles nécessaires à la réalisation de la prestation ;
- la référence, la désignation, la quantité de chaque circuit imprimé à fabriquer ;
- le délai global d'exécution (DGE) nécessaire à la réalisation de la prestation ;
- le prix unitaire remisé HT et TTC ;
- le montant de la TVA ;
- le montant total remisé HT et TTC ;
- la date et la signature de la proposition technique et financière par le titulaire.

À tout moment et sans préavis, l'administration se réserve le droit de suspendre la réalisation de la proposition technique et financière.

A réception de la proposition technique et financière et au regard de la nature de ses besoins, l'administration dispose d'un délai de **dix (10) jours calendaires maximum** pour l'accepter ou le refuser.

En cas :

- **de refus** de nouvelles discussions sont engagées entre les deux parties. Lorsqu'un accord est trouvé, le titulaire transmet gratuitement une seconde proposition technique et

financière à l'administration, dans un délai de **dix (10) jours calendaires maximum** à compter du refus formulé par l'administration ;

- **de désaccord** entre les deux parties, l'administration peut décider de mettre fin aux discussions engagées. Le titulaire ne peut prétendre à aucun dédommagement ;
- **d'acceptation** de la proposition technique et financière, l'administration confirme son acceptation par l'envoi du bon de commande correspondant.

#### ▪ **Phase 2. Fabrication**

Sur notification du bon de commande émis par l'administration au fur et à mesure de ses besoins, le titulaire procède, dans ses locaux, à la fabrication des circuits imprimés.

A compter de l'émission du bon de commande par l'administration, celle-ci tient à disposition du titulaire le dossier de fabrication comprenant les documents et fichiers précisant les données de fabrication du circuit à réaliser (plan de contour, plan de perçage et de détournage, plan d'empilage, fichier « Gerber » de traçage, etc.) ainsi que les options requises par l'administration.

Le titulaire est tenu de maîtriser la cohérence d'ensemble de toute prestation de fabrication, en vue de l'atteinte des résultats attendus par l'administration.

Les fichiers de fabrication des circuits imprimés sont la propriété de l'administration. Le titulaire ne doit en aucun cas les diffuser ou les rendre publics.

Aucun sigle, logo, ou marque distinctive du titulaire ne doit apparaître sur les circuits imprimés.

Le non-respect de la durée globale d'exécution par le titulaire, telle que précisée dans le bon de commande, conformément au délai global d'exécution indiqué par le titulaire dans sa proposition technique et financière, entraîne l'application de pénalités de retard définies à l'article 15.1 du présent CCP.

## **6.2 – LIVRABLES**

A l'issue du délai d'exécution de chaque phase, le titulaire fournit à l'administration les livrables suivants :

- **pour la phase 1 – Etude :**
  - la proposition technique et financière.
- **pour la phase 2 – Fabrication :**
  - les circuits imprimés réalisés ;
  - la documentation technique associée.

## **ARTICLE 7 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES BONS DE COMMANDE**

### **7.1 – EMISSION DES BONS DE COMMANDE**

La prestation définie à l'article 6 du présent CCP, est exécutée par le titulaire dès réception des bons de commande émis par l'administration au fur et à mesure de ses besoins.

Sur chaque bon de commande figurent les éléments suivants :

- la date et le numéro du bon de commande ;
- la référence du marché et de chaque avenant éventuel ;
- le numéro de service exécutant DP : D1305HA075 ;
- l'adresse de facturation ;
- la référence de la proposition technique et financière ;
- la référence, la désignation et la quantité des circuits imprimés commandés ;
- le délai global d'exécution (DGE) ;



- les modalités de livraison ;
- le prix unitaire remisé HT et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total remisé HT et TTC.

Les autorités de l'administration habilitées à signer les bons de commande sont :

- le chef du service des achats et des finances ;
- l'adjoint au chef du service des achats et des finances ;
- le chef du secteur des crédits ministériels du service des achats et des finances ;
- l'adjoint au chef du secteur des crédits ministériels du service des achats et des finances.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, les prix à payer sont ceux arrêtés dans le bon de commande en fonction de la périodicité de la révision des prix prévue à l'article 11.3 du présent CCP.

## **7.2 – RECEPTION ET ACCEPTATION DES BONS DE COMMANDE**

Les bons de commande émis par l'administration sont transmis au titulaire par courriel (à l'adresse internet indiquée par le titulaire, dès la notification du marché).

Lorsque les bons de commande sont transmis au titulaire par courriel (à l'adresse internet indiquée dès la notification du marché), le délai d'exécution des prestations court à compter du premier jour ouvré suivant la date d'envoi du courriel par l'administration.

Dans le cas où certaines mentions portées au bon de commande paraissent inexactes ou incomplètes, par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, le titulaire dispose d'un **délai de cinq (5) jours ouvrés** à compter du premier jour ouvré suivant la date d'envoi du courriel, pour le signaler par écrit à l'administration.

En cas d'anomalie constatée par l'administration, la durée d'exécution du bon de commande est prolongée d'autant.

## **7.3 – DELAIS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE**

Conformément aux articles 13.1.2 et 13.2.1 du CCAG/FCS, le délai d'exécution maximum de chaque bon de commande, hors opérations de vérification et admission, est égal au délai global d'exécution (DGE) de la prestation, indiqué dans le bon de commande, conformément à la proposition technique et financière établie par le titulaire, sachant que le délai global d'exécution de la prestation ne saurait excéder **deux (2) mois calendaires** à compter de la notification du bon de commande concerné.

Le non-respect des délais contractuels d'exécution de la prestation du présent marché, entraîne l'application de pénalités pour retard conformément à l'article 15.1 du présent CCP.

## **7.4 – PROLONGATION DES DELAIS D'EXECUTION**

Conformément à l'article 13.3.1 du CCAG/FCS, une prolongation du délai d'exécution est accordée par le pouvoir adjudicateur lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du bon de commande concerné, du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure.

Conformément à l'article 21.5 du CCAG/FCS, un sursis de livraison peut être accordé au titulaire par le représentant de l'administration, lorsqu'en dehors des cas prévus pour la prolongation du délai à l'article 13.3 du CCAG/FCS, une cause qui n'est pas de son fait constitue un obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée par le titulaire après expiration du délai contractuel d'exécution du bon de commande concerné ou pour des événements survenus après l'expiration du délai d'exécution de celui-ci éventuellement déjà prolongé.

La demande de prolongation du délai d'exécution du bon de commande concerné doit être envoyée, par courriel à l'adresse « [bcac-soutiens.ach.fct@intradef.gouv.fr](mailto:bcac-soutiens.ach.fct@intradef.gouv.fr) », dans les conditions prévues à l'article 13.3.2 du CCAG/FCS.

Toute demande fournie sans justificatif ou parvenant hors délai contractuel du bon de commande concerné ne peut être prise en compte. A réception de la demande, l'administration se réserve le droit de refuser la prolongation du délai d'exécution.

**Si l'administration accepte :** la prolongation du délai d'exécution suspend pour un temps égal à sa durée l'application des pénalités pour retard définies à l'article 15.1 du présent CCP.

**Si l'administration refuse :** le titulaire exécute les prestations conformément au délai contractuel indiqué dans le bon de commande correspondant. À l'expiration de ce délai, l'administration applique les pénalités pour retard définies à l'article 15.1 du présent CCP.

## ARTICLE 8 – CONDITIONS DE LIVRAISON

### 8.1 – MODALITÉS DE LIVRAISON

Conformément à l'article 21.2 du CCAG/FCS, toute livraison est accompagnée d'un bon de livraison mentionnant les éléments suivants :

- la référence du marché ;
- la référence et la date du bon de commande ;
- la référence et la date du bon de livraison ;
- la date d'expédition ;
- la date et l'adresse de livraison ;
- l'identification du titulaire (adresse – raison sociale) ;
- la référence, la désignation et la quantité de chaque équipement livré, et quand il y a lieu, leur répartition par colis ;
- le numéro d'ordre de chacun des colis livrés figurant sur le bon de livraison, leur nombre et dans la mesure du possible, le poids et le contenu de chacun d'eux ;
- le contact livraison : [em-defense-log.control-recep.fct@intradef.gouv.fr](mailto:em-defense-log.control-recep.fct@intradef.gouv.fr).

Conformément à l'article 21.3 du CCAG/FCS, toute livraison est constatée par la délivrance d'un récépissé au titulaire ou par la signature d'un double du bon de livraison.

**La liste des matériels doit être fournie au moment de la livraison sous format papier et sous format électronique.** Elle comporte *a minima* les informations suivantes : libellé des matériels, numéro de série, valeur. Le fichier électronique est transmis de préférence sur clé USB, CD-ROM ou par messagerie électronique à l'adresse suivante : [em-defense-log.control-recep.fct@intradef.gouv.fr](mailto:em-defense-log.control-recep.fct@intradef.gouv.fr) dans une version permettant l'importation de son contenu sur un tableur de type Microsoft Excel (fichiers.xls, .csv, texte tabulé, ou équivalent).

Chaque colis doit porter de façon apparente son numéro d'ordre, tel qu'il figure sur le bon ou l'état de livraison.

## 8.2 – LIEUX ET HORAIRES DE LIVRAISON

Par défaut, les livraisons par transporteur de colis inférieur ou égal aux dimensions 500 mm \* 500 mm \* 600 mm et inférieur ou égal au poids de 15 kg, sont effectuées, les **jours ouvrés du lundi au vendredi**, durant les **heures ouvrables de 9h00 à 12h00**, à l'adresse suivante :

DOCAPOSTE  
Case n° 29  
Service courrier DOCAPOSTE  
36, rue de la porte d'Issy  
75015 PARIS

Les livraisons par transporteur de colis supérieur aux dimensions 500 mm \* 500 mm \* 600 mm et supérieur au poids de 15 kg, sont effectuées, les **jours ouvrés du lundi au vendredi**, durant les **heures ouvrables de 9h00 à 12h00** à l'adresse suivante :

MINISTÈRE DES ARMÉES  
ET DES ANCIENS COMBATTANTS  
Magasin I2  
Fort de Noisy  
95, avenue de Kérautret  
93230 ROMAINVILLE

**Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison est à la charge du titulaire du marché et ne peut pas être facturée à l'administration.**

Toute dérogation relative aux lieux et horaires de livraison fait l'objet d'un accord préalable écrit entre le titulaire et l'administration. À défaut, la livraison peut être refusée.

## 8.3 – EMBALLAGE

Le titulaire est responsable des opérations de conditionnement, d'emballage, de changement et d'arrimage. Les équipements sont livrés convenablement emballés par le titulaire de manière à ce qu'ils puissent supporter sans dommages les risques inhérents aux opérations de chargement et de déchargement.

Les emballages permettent d'éviter toute exposition des produits à l'humidité et à la poussière. Sur chaque emballage, il est fait obligatoirement mention du numéro de marché et du numéro de bon de commande concerné. Les matériels fragiles sont systématiquement fournis dans un emballage résistant et antistatique lorsqu'ils le nécessitent.

Par dérogation à l'article 20.2.2 du CCAG/FCS, les emballages restent la propriété de l'administration.

**Tout manquement aux exigences de conditionnement ainsi exprimées peut engendrer un refus de la livraison par l'administration.**

## 8.4 – TRANSPORT

Conformément à l'article 20.3 du CCAG/FCS, les frais et les risques afférents au transport sont à la charge et sous la responsabilité du titulaire. Les équipements commandés sont livrés franco de port.

Si les équipements acquis sont livrés sur palettes, un calage et un arrimage corrects de la marchandise sont impératifs. Ces palettes doivent être en bon état pour assurer une stabilité correcte des équipements palettisés et permettre la manutention par chariots élévateurs à fourche ou transpalettes. Celles-ci sont impérativement au format EUROPE (1,20 m x 0,80 m, la hauteur ne devant pas dépasser 1,80 m), appelée encore « EUR EPAL ».

Toutes les livraisons de matériels (colis supérieur aux dimensions 500 mm \* 500 mm \* 600 mm et supérieur au poids de 15 kg) sur le site de l'administration doivent être annoncées soixante-douze (72) heures à l'avance par téléphone au 06 87 49 52 91 ou par courriel à l'adresse suivante :

[em-defense-log.control-recep.fct@intradef.gouv.fr](mailto:em-defense-log.control-recep.fct@intradef.gouv.fr).

Les informations figurant ci-après sont transmises au minimum soixante-douze (72) heures avant la date prévue de livraison :

- le numéro du bon de commande et/ou le numéro de marché ;
- le volume en nombre de palettes ou de colis ainsi que le poids des matériels livrés ;
- le numéro de série des matériels ;
- le nom de la société amenée à se déplacer sur le site de l'administration ;
- le nom, le prénom, la date et le lieu de naissance du ou des personnes susceptibles d'assurer la livraison sur site ;
- la copie de leur carte nationale d'identité ;
- le type et numéro d'immatriculation du ou des véhicules utilisés pour la livraison.

Le titulaire est tenu d'adresser à l'administration une copie de l'avis d'expédition des matériels, s'il n'assure pas lui-même le transport. Dans ce cas, il s'engage à informer le transporteur des conditions de livraison prévues et à donner à l'administration les références de ce transporteur, tel que prévu ci-dessus.

**Tout manquement à ces exigences peut engendrer un refus de la livraison.**

## **8.5 – LIVRAISONS PARTIELLES**

Les livraisons partielles ne sont pas autorisées dans le cadre du présent marché, **sauf accord préalable** de l'administration.

## **ARTICLE 9 – OPERATIONS DE VÉRIFICATION ET ADMISSION**

Conformément aux articles 27.1 et 28.2 du CCAG/FCS, les équipements acquis au titre du présent marché, font l'objet d'opérations de vérification quantitatives et qualitatives simples.

Ces opérations de vérification consistent à s'assurer que la quantité et la qualité prévues à la livraison sont parfaitement respectées et conformes aux prescriptions du marché et au bon de commande concerné.

Afin d'apprécier cette conformité, l'administration peut se livrer à tous les contrôles quantitatifs et qualitatifs qu'elle juge nécessaires.

En l'occurrence, il s'agit pour l'administration de vérifier la conformité des circuits par rapport au dossier de fabrication :

- les pistes cuivres identiques aux valeurs fournies par le dossier de fabrication ;
- le vernis épargne appliqué sans défaut (sans rugosité, ni cloque) ;
- la sérigraphie centrée en rapport avec le dossier de fabrication.

## **9.1 – VÉRIFICATION QUANTITATIVE**

Si la quantité livrée n'est pas conforme au marché, l'administration peut mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bordereau de livraison, ledit bordereau et son duplicata sont rectifiés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

## 9.2 – VÉRIFICATION QUALITATIVE

Si la qualité livrée n'est pas conforme au marché ou jugée dégradée à la livraison par l'administration, celle-ci peut mettre le titulaire en demeure de reprendre à ses frais les produits concernés et d'effectuer une mise en conformité.

En cas de non-conformité qualitative, le bordereau de livraison et son *duplicata* sont rectifiés et font mention du nombre de produits concernés et des problèmes rencontrés, sous la signature des deux parties ou de leur représentant.

## 9.3 – DÉCISION D'ADMISSION, D'AJOURNEMENT, DE RÉFACTION OU DE REJET

Par dérogation à l'article 30.1 du CCAG/FCS, **si les opérations de vérification quantitatives et qualitatives simples sont positives**, celles-ci donnent lieu à l'établissement d'une décision d'admission, adressée au titulaire dans un **délai de quinze (15) jours calendaires** à compter du lendemain de la date portée sur le bordereau de livraison.

Passé ce délai, soit le seizième (16ième) jour, et dans le silence de l'administration, l'admission est réputée acquise.

Par dérogation à l'article 30 du CCAG/FCS, **si les opérations de vérification qualitatives et quantitatives sont négatives**, celles-ci donnent lieu à l'établissement d'une décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet des matériels livrés, adressée au titulaire dans un **délai de quinze (15) jours calendaires** à compter du lendemain de la date portée sur le bordereau de livraison.

En cas de prononciation par l'administration d'une décision :

- **d'ajournement** : le titulaire dispose d'un **délai maximum de quinze (15) jours calendaires** pour effectuer à ses frais les mises au point requises. À l'issue, une nouvelle vérification est effectuée par l'administration dans les mêmes conditions de délais que ceux cités supra ;
- **de réfaction** : la prestation, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché, peut néanmoins être reçue en l'état avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées ;
- **de rejet partiel**, le paiement s'effectue *au prorata* des matériels reçus.

**Un (1) ajournement maximum par bon de commande est accepté par l'administration.**

Le délai qui court entre la date contractuelle de livraison des matériels et la date à laquelle le titulaire se met en conformité avec ses obligations ne suspend en aucun cas l'application des pénalités pour retard prévues à l'article 15.1 du présent CCP.

## 9.4 – AUTORITES HABILITEES A SIGNER LES DECISIONS D'ADMISSION

Les autorités de l'administration habilitées à signer les décisions d'admission, de réfaction ou de rejet sont :

- le chef du service des achats et des finances ;
- l'adjoint au chef du service des achats et des finances ;
- le chef du secteur des achats et de la performance du service des achats et des finances ;
- l'adjoint au chef du secteur des achats et de la performance du service des achats et des finances.

## **ARTICLE 10 – CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Le titulaire s'engage, au titre du présent marché, à réaliser les prestations en favorisant une certaine performance en matière de protection de l'environnement.

### **10.1 – GÉNÉRALITÉS**

Conformément à l'article 7.1 du CCAG/FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue dans le cadre du présent marché respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes.

Il doit être en mesure d'en justifier leur application, en cours d'exécution du marché, sur simple demande de l'administration.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, le titulaire communique à l'administration les mesures qu'il entend mettre en œuvre pour s'y conformer, en application de l'article 7.2 du CCAG/FCS.

### **10.2 – DISPOSITIONS CONCERNANT LE TRANSPORT**

Le titulaire, dans la mesure du possible et dans le respect de la réglementation, limite le nombre de livraisons à effectuer, en accord avec l'émetteur du bon de commande, et se limite à une livraison pour les matériels ayant les mêmes délais et le même lieu de livraison.

La planification du transport doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'administration, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe.

Le titulaire favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

### **10.3 – DISPOSITIONS CONCERNANT LES MATÉRIÉLS**

Le titulaire veille à ce que les produits fournis respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de santé et de sécurité des personnes. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours de marché, sur simple demande de l'administration.

### **10.4 – GESTION DES DÉCHETS D'EQUIPEMENTS ELECTRIQUES ET ELECTRONIQUES (DEEE)**

Conformément à la directive européenne DEEE (2002/96/CE), le titulaire s'engage à prendre en charge la collecte, le recyclage et le traitement écologique des déchets générés par les produits fournis durant l'exécution des prestations du marché.

Le titulaire traite les déchets éventuels liés à l'activité de la société durant l'exécution des prestations du marché.

### **10.5 – GESTION DES EMBALLAGES**

Le titulaire s'engage à réduire le nombre d'emballages à la source, à ne pas utiliser de substances dangereuses ainsi qu'à mettre en œuvre des emballages recyclables.

### **10.6 – REMISE DE JUSTIFICATIFS A L'ADMINISTRATION**

A la demande de l'administration, le titulaire est tenu de produire tout justificatif des mesures prises au cours de l'exécution du présent marché pour respecter ses engagements (par exemple le bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES), le CERFA de destruction ou de la revalorisation du matériel, etc.).

## **ARTICLE 11 – MODALITÉS DE DÉTERMINATION DES PRIX**

### **11.1 – FORME DES PRIX**

Le présent marché est traité à prix unitaires.

Les prix stipulés en annexe n° 1 de l'acte d'engagement sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois qui précède celui de la remise de l'offre, soit le mois de mars 2026.

### **11.2 – CONTENU DES PRIX**

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison et d'exécution du marché.

Le titulaire certifie que les prix stipulés au présent marché n'excèdent pas ceux de son barème appliqué à l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à fournir à l'administration à sa demande toute justification permettant de vérifier cette conformité.

La monnaie de compte du marché est l'euro. Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur.

### **11.3 – MODALITES DE VARIATION DES PRIX**

Les prix sont révisables par ajustement à la hausse comme à la baisse, conformément à l'article R. 2112-13 du code de la commande publique. L'ajustement des prix du présent marché s'effectue à chacune des émissions du catalogue du titulaire (barème « tarifs publics ») et proportionnellement à l'évolution desdits tarifs publics, c'est-à-dire dans le respect de la remise éventuellement consentie au titre du présent marché.

#### **Obligation :**

Le titulaire est tenu de transmettre à l'administration son tarif issu de son catalogue, au minimum une fois par année calendaire sachant que l'écart entre deux transmissions du tarif issu du catalogue ne saurait excéder douze (12) mois.

#### **Clause de préavis :**

Le titulaire du marché s'engage, sous peine de forclusion, à notifier à l'administration contractante par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau barème (ou tarif) avec un préavis de quinze (15) jours calendaires minimum avant la date prévue pour l'ajustement.

#### **Clause de sauvegarde :**

L'administration se réserve le droit de résilier, sans indemnité, la partie non exécutée du marché à la date du changement de barème ou de tarif, lorsque ce changement conduit à une augmentation de plus de trois (3) % d'un des prix unitaires sur une période de douze (12) mois consécutifs, comptée à partir de la date d'établissement des prix initiaux pour la première période, puis de la date anniversaire d'établissement des prix initiaux pour les périodes suivantes.

## **ARTICLE 12 – AVANCE ET ACOMPTES**

### **12.1 – AVANCE**

L'exécution du présent marché ne donne pas lieu au versement d'une avance attendu que le montant minimum hors taxe du marché est inférieur au montant fixé à l'article R. 2391-1 du code de la commande publique.

## 12.2 – ACOMPTE

L'exécution du présent marché ne donne pas lieu au versement d'acomptes, sous réserve des dispositions des articles L. 2191-4, R. 2191-21 et R. 2191-22 du code de la commande publique.

# ARTICLE 13 – PAIEMENT ET ÉTABLISSEMENT DE LA FACTURE

## 13.1 – MODE DE REGLEMENT

Le délai de paiement est fixé à **trente (30) jours**. Il court à compter de la date de réception par l'administration de la demande de règlement ou de la date de réception de la prestation, si celle-ci est postérieure à la date de la facture. Ce délai est éventuellement reporté au jour de réception par l'administration des justifications complémentaires réclamées au titulaire.

L'État se libère par voie d'ordonnances directes des sommes dues en exécution du marché, les paiements étant effectués sur présentation des factures adressées à l'administration.

## 13.2 – PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les factures afférentes au marché sont établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date et le numéro du bon de commande ;
- la référence du marché et de chaque avenant éventuel ;
- le numéro de service exécutant DP : D1305HA075 ;
- l'adresse de facturation ;
- la référence de la proposition technique et financière ;
- la référence, la désignation et la quantité des circuits imprimés commandés ;
- le délai global d'exécution (DGE) ;
- les modalités de livraison ;
- le prix unitaire remis HT et TTC ;
- le taux et le montant de la TVA ;
- le montant total remis HT et TTC.

## 13.3 – EMISSION DES FACTURES

Les factures afférentes au présent marché sont émises à la prononciation par l'administration de la décision d'admission des équipements.

## 13.4 – TRANSMISSION DES FACTURES (PROCEDURE DEMATERIALISEE EXCLUSIVEMENT VIA CHORUS PRO)

Une solution informatique gratuite et sécurisée, **Chorus Pro** (<https://chorus-pro.gouv.fr>), est mise à disposition des entreprises depuis septembre 2016 afin de transmettre les factures sous forme dématérialisée. L'envoi dématérialisé des factures doit s'effectuer exclusivement par ce biais.

Pour plus d'information, le site de la communauté des utilisateurs de *Chorus Pro* est accessible à l'adresse : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr>. L'utilisation de ce portail est devenue obligatoire<sup>1</sup> pour toutes les factures adressées à une personne publique.

**Nota :** dans le cas de transmission de factures dématérialisées directement dans *Chorus Pro*, **aucune pièce portant le nom de personnels de l'administration ne doit être jointe**, au risque que la facture soit rejetée.

<sup>1</sup> article 8 du décret N°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique



Données nécessaires pour la dématérialisation :

**Numéro intracommunautaire : FR 09 153 000 0039**

**Siret : 110 002 011 00044**

**Service exécutant : D1305HA075**

La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R. 2191-59 à R. 2191-62 du code de la commande publique est :

Le Directeur de l'administration  
MINISTÈRE DES ARMÉES  
ET DES ANCIENS COMBATTANTS  
CASE n° 51 - AP200  
1, place Joffre  
75700 PARIS SP 07

L'ordonnateur est :

Direction des Affaires Financières  
MINISTÈRE DES ARMÉES  
ET DES ANCIENS COMBATTANTS  
60, boulevard du Général Martial VALIN  
CS 21623  
75509 PARIS CEDEX 15

Le comptable est :

L'Agence Comptable des Services Industriels de l'Armement (ACSIA)  
11, rue du Rempart – Le Vendôme III  
93196 NOISY-LE-GRAND – Cedex

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11.3 et 11.4 du CCAG/FCS.

## **ARTICLE 14 – INTÉRÊTS MORATOIRES**

Tout retard de paiement des sommes dues au titulaire ou au(x) sous-traitant(s) ouvre de plein droit et sans formalité préalable le paiement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

## ARTICLE 15 – PÉNALITÉS

### 15.1 – PÉNALITES POUR RETARD

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, lorsque les délais contractuels d'exécution, précisés à l'annexe n° 1 de l'acte d'engagement, sont dépassés par le fait du titulaire (sauf cas de force majeure ou d'intervention différée validée par l'administration), celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités pour retard calculées par application de la formule paramétrique suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

Dans laquelle :

**P** = le montant de la pénalité ;

**V** = la valeur de la prestation sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix révisé de la prestation en retard, hors champ d'application de la TVA (par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS) ;

**R** = représente le nombre de jours calendaires de retard.

### 15.2 – EXONÉRATION – RÉSILIATION

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/FCS, tout état portant décompte de pénalités inférieures à cent euros (100 €) HT\* par bon de commande donne lieu à une décision d'exonération d'office signée du pouvoir adjudicateur, même au-delà du seuil d'exonération de mille euros (1000 €) HT fixé pour l'ensemble du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Conformément à l'article 14.1.3 du CCAG/FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas mille euros (1000 €) HT pour l'ensemble du marché.

Le marché peut être résilié par l'administration dès lors que le montant cumulé des pénalités excède dix pour cent (10 %) du montant minimum total TTC de la période concernée du marché.

## ARTICLE 16 – ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Le présent marché est soumis à la loi française. Le titulaire et l'administration essaient de régler à l'amiable tout litige éventuel intervenant pendant l'exécution du marché.

À défaut, en cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCP, le tribunal administratif compétent est le Tribunal administratif de Paris.

## ARTICLE 17 – CLAUSE DE REEXAMEN

La clause de réexamen mentionnée à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique porte sur la clause de variation des prix (cf. article 11.3 du présent CCP).

Cette dernière permet la modification du marché sans nécessiter la passation d'un avenant et sans limitation de montant.

---

\* Les pénalités ne sont pas elles-mêmes assujetties à la TVA.

## ARTICLE 18 – RÉSILIATION

La résiliation est soumise aux dispositions du chapitre 7 du CCAG/FCS en ses articles 38 à 45.

Par dérogation à l'article 38 du CCAG/FCS, seule l'administration peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché, par une décision de résiliation.

Les parties peuvent convenir d'une résiliation amiable du marché dans des conditions qu'elles définissent. Cette résiliation pure et simple n'emporte aucune indemnisation des parties. Le titulaire a cependant droit au paiement des prestations qu'il a réalisées.

Sous réserve des dispositions mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification. La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire par l'envoi d'un courrier recommandé avec accusé de réception.

L'administration peut résilier le marché sans que le titulaire ne puisse être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, dans les cas suivants :

- Conformément à l'article 39 du CCAG/FCS, la résiliation pour événements extérieurs au marché s'applique comme suit :
  - décès ou incapacité du titulaire ;
  - redressement ou liquidation judiciaire ;
  - incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché
- Par dérogation à l'article 40 du CCAG/FCS, la résiliation pour événements liés au marché s'applique en cas de difficulté d'exécution du marché par le titulaire.
- Par dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS, la résiliation pour faute du titulaire s'applique comme suit :
  - a) le titulaire contrevient aux obligations légales ou réglementaires relatives au travail ou à la protection de l'environnement ; à la sécurité et la santé des personnes ou à la préservation du voisinage ;
  - b) des moyens ont été mis à la disposition du titulaire, et celui-ci se trouve dans un des cas prévus à l'article 18.7 du CCAG/FCS ;
  - c) le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels ;
  - d) le titulaire a fait obstacle à l'exercice d'un contrôle par le Pouvoir adjudicateur dans le cadre des articles 17 et 22 du CCAG/FCS ;
  - g) le titulaire déclare, indépendamment des cas prévus à l'article 39.1 du CCAG/FCS, ne pas pouvoir exécuter ses engagements ;
  - h) le titulaire n'a pas communiqué les modifications mentionnées à l'article 3.4.2 du CCAG/FCS et ces modifications sont de nature à compromettre la bonne exécution du marché ;
  - i) le titulaire s'est livré, à l'occasion de l'exécution du marché, à des actes frauduleux ;
  - j) le titulaire ou le sous-traitant ne respecte pas les obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données nominatives et à la sécurité conformément à l'article 5 du CCAG/FCS ;
  - l) l'utilisation des résultats par l'administration est gravement compromise, en raison du retard pris par le titulaire dans l'exécution du marché ;
  - m) postérieurement à la signature du marché, le titulaire a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale ;
  - n) postérieurement à la signature du marché, les renseignements ou documents produits par le titulaire, à l'appui de sa candidature ou exigés préalablement à l'attribution du marché, s'avèrent inexacts ;

o) lorsque le remplaçant de la personne désignée pour assurer la conduite des prestations est récusé en application de l'article 3.4.3 du CCAG/FCS, à défaut de désignation d'un nouveau remplaçant dans un délai de trente (30) jours, ou de récusation de celui-ci dans un délai de trente (30) jours.

- Conformément à l'article 41.2 du CCAG/FCS, sauf dans les cas prévus aux i, m et n de l'article 32.1 du CCAG/FCS ci-dessus, une mise en demeure, assortie d'un délai d'exécution, doit avoir été préalablement notifiée au titulaire et être restée infructueuse. Dans le cadre de la mise en demeure, l'administration informe le titulaire de la sanction envisagée et l'invite à présenter ses observations.
- Conformément à l'article 41.3 du CCAG/FCS, la résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles et pénales qui pourraient être intentées contre le titulaire.
- Par dérogation à l'article 41 du CCAG/FCS, l'administration se réserve également le droit de résilier le marché sans aucune indemnité dès lors que :
  - ✓ le titulaire applique un changement de tarif conduisant à une augmentation de plus de 3% d'un des prix unitaires sur une période de douze (12) mois consécutifs, conformément à la clause de sauvegarde figurant à l'article 11.3 du présent CCP ;
  - ✓ le montant des pénalités de retard excède dix (10) % du montant minimum total TTC de la période concernée du marché (cf. article 15.2 du présent CCP) ;
  - ✓ le titulaire ne respecte pas les clauses de sécurité prévues à l'article 19 du présent CCP.

L'administration peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG/FCS, rappelé ci-après.

- Conformément à l'article 42 du CCAG/FCS le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial, soit le montant minimum hors taxe du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé de 5 %.

Le titulaire a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché. Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le titulaire ait à présenter une demande particulière à ce titre.

## **ARTICLE 19 – MESURES DE SECURITÉ**

### **19.1 – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ**

Le titulaire s'engage à ne pas faire apparaître l'intitulé en clair de l'administration contractante lorsque cet intitulé doit apparaître dans un document, ainsi que tout nom de personne physique de l'administration autre que le pouvoir adjudicateur ou son représentant lorsque ces noms figurent sur un document émis par le titulaire. Seul l'usage des termes « MINISTÈRE DES ARMÉES ET DES ANCIENS COMBATTANTS » est autorisé.

Le titulaire a l'interdiction de faire mention de l'existence même du marché, ou des principes d'organisation de la sécurité des informations, des matériels et des sites, dans un document autre que contractuel.

## **19.2 – AUTORISATION D'ACCES SOUMISE A ENQUETE ADMINISTRATIVE**

Le titulaire est informé que les personnels ayant à participer à l'exécution du présent contrat devront faire l'objet d'une procédure d'autorisation d'accès soumise à enquête administrative. Cette autorisation concerne les personnels pénétrant dans les locaux de l'administration pour procéder à la livraison. Les personnels font l'objet d'une enquête administrative d'une durée de trois (3) jours ouvrés.

Suite à cette enquête, l'administration accorde ou refuse l'accès au site de l'administration. Un refus d'autorisation d'accès ne donne pas lieu à motivation. Le titulaire prend l'engagement de remplacer toutes les personnes non autorisées à pénétrer sans que cela puisse constituer un argument de nature à justifier un éventuel retard dans l'exécution de la prestation.

L'administration communique au titulaire la liste des pièces qu'il doit fournir pour chaque personnel concerné.

## **19.3 – SANCTIONS**

Le non-respect ou l'inobservation par le titulaire de ces mesures de sécurité, même dans les cas où elles résultent d'une imprudence ou d'une négligence, peut entraîner le prononcé d'une sanction contractuelle, dont la résiliation du marché à ses torts, sans préjudice des sanctions pénales.

## **ARTICLE 20 – DÉROGATION AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX**

**L'article 3 du présent CCP** déroge à l'article 4.1 du CCAG/FCS en ce qui concerne la liste de l'ordre de priorité des pièces constitutives du marché.

**L'article 7.1 du présent CCP** déroge à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, en ce qui concerne le paiement des prix en fonction de la date de livraison.

**L'article 7.2 du présent CCP** déroge à l'article 3.7.2 du CCAG/FCS, en ce qui concerne le délai pendant lequel le titulaire peut formuler des observations à compter de la réception des bons de commande.

**L'article 8.3 du présent CCP** déroge à l'article 20.2.2 du CCAG/FCS en ce qui concerne les emballages qui restent la propriété de l'administration.

**L'article 9.3 du présent CCP** déroge à l'article 30.1 du CCAG/FCS, en ce qui concerne le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour notifier au titulaire sa décision d'admission de la prestation et à l'article 30 du CCAG/FCS, en ce qui concerne le point de départ du calcul des délais de décision d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

**L'article 15.1 du présent CCP** déroge à :

- à l'article 14.1 du CCAG/FCS, en ce qui concerne la formule applicable au calcul des pénalités de retard.
- à l'article 14.1.1 du CCAG/FCS, en ce qui concerne la non application de la formule de révision des prix au montant des pénalités déterminé.

**L'article 15.2 du présent CCP** déroge à :

- à l'article 14.1 du CCAG/FCS, en ce qui concerne l'exonération des pénalités inférieures à 100 € HT par bon de commande, même au-delà du seuil d'exonération de 1000 € HT.
- l'article 14.1.2 du CCAG/FCS, en ce qui concerne le non plafonnement des pénalités de retard.

**L'article 18 du présent CCP déroge aux articles du CCAG/FCS suivants :**

- l'article 38 du CCAG/FCS, en ce qui concerne l'impossibilité d'une résiliation sur la demande du titulaire.
- l'article 40 du CCAG/FCS, en ce qui concerne la résiliation du marché en cas d'ordre de service tardif par application de l'article 3.8.3 du CCAG/FCS, inadaptée dans le cadre d'un marché à bons de commande.
- l'article 41.1 du CCAG/FCS, en ce qui concerne l'énumération des cas relevant de la résiliation pour faute du titulaire dont entres autres :
  - *(e)* le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives et réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations relatives aux sous-traitants mentionnées à l'article 3.6 du CCAG/FCS, sans objet dans le cadre du présent marché ;
  - *f)* le titulaire n'a pas produit les attestations d'assurance dans les conditions prévues à l'article 9 du CCAG/FCS, sans objet dans le cadre du présent marché ;
  - *(k)* dans le cas de prestations de maintenance, l'indisponibilité est constatée pendant une période de trente (30) jours consécutifs ; sans objet au titre du présent marché ;
  - le titulaire applique un changement de tarif conduisant à une augmentation de plus de 3% d'un des prix unitaires sur une période de douze (12) mois consécutifs, conformément à la clause de sauvegarde figurant à l'article 11.3 du présent CCP ;
  - le montant des pénalités de retard excède dix (10) % du montant minimum TTC de la période concernée du marché (cf. article 15.2 du présent CCP) ;
  - le titulaire ne respecte pas les clauses de sécurité prévues à l'article 19 du présent CCP.